



# MALI



## Le Mali se relève d'une crise sociopolitique et poursuit ardemment ses efforts vers la CSU



### PLAN DECENNAL DE DEVELOPPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL, (2014-2023)

 <b>17 994 837</b> POPULATION TOTALE, (2016)	 <b>57 ANS</b> ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE, (2015)	 <b>110 \$</b> DÉPENSE TOTALE DE SANTÉ PAR HABITANT, (2014)	 <b>68 %</b> COUVERTURE DU TRAITEMENT ANTITUBERCULEUX, (2016)
 <b>46 %</b> DÉPENSES À CHARGE DU PATIENT EN POURCENTAGE DES DÉPENSES TOTALE DE SANTÉ, (2014)	 <b>7 %</b> DÉPENSES PUBLIQUES POUR LA SANTÉ EN POURCENTAGE DES DÉPENSES PUBLIQUES TOTALES, (2014)	 <b>28 %</b> AIDE EXTÉRIEURE POUR LA SANTÉ EN POURCENTAGE DES DÉPENSES TOTALE DE SANTÉ, (2014)	 <b>41 %</b> COUVERTURE DES SOINS PRÉNATAUX – AU MINIMUM 4 VISITES, (2012-2013)
 <b>1</b> LITS D'HÔPITAUX POUR 10 000 HABITANTS, (2010)	 <b>16 %</b> POPULATION RURALE AYANT ACCÈS À DES INSTALLATIONS SANITAIRES, (2015)	 <b>68 %</b> COUVERTURE VACCINALE DTC3 CHEZ LES ENFANTS DE MOINS D'UN AN, (2016)	 <b>49 %</b> ACCOUPEMENTS ASSISTÉS PAR UN PERSONNEL MÉDICAL QUALIFIÉ, (2006)

© 2017 Universal Health Coverage Partnership

SOURCE: WHO GHO & WB

## PRIORITÉS ACTUELLES

Confronté à une crise socio-politique majeure qui impacta lourdement sur ses institutions, le Mali se reconstruit aujourd'hui et développe des documents de politiques solides, y compris dans le domaine de la santé. Le Mali a notamment récemment élaboré son quatrième Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) 2014-2023. Ce plan décline une nouvelle approche pour la prise en compte du secteur de santé regroupant les domaines de la Santé et de l'Hygiène Publique, du Développement Social, élargis à la promotion de la Famille en 2010. Toutefois, son élaboration a connu des retards à cause de la crise, ce qui explique la prolongation de l'ancien plan (1998-2007) et justifia par ailleurs l'élaboration d'un « Programme d'Actions du Gouvernement » (PAG) multisectoriel couvrant la période 2013-2018 visant la reconstruction de l'Etat. L'un des principes directeurs du PAG est : « la promotion de l'égalité des chances, à travers des politiques publiques de santé et d'éducation ».

## LIEN AVEC LA CSU

Malgré le maintien d'une situation sociopolitique et économique délicate, le Gouvernement malien poursuit ardemment ses efforts vers la Couverture Sanitaire Universelle (CSU), dont l'objectif est clairement au cœur de la Politique Sectorielle de Santé. Ses principaux objectifs sont (i) l'amélioration de la santé des populations, (ii) l'extension de la couverture sanitaire et (iii) la recherche d'une plus grande viabilité et de performance du système de santé. De façon ultime, le PDDSS (2014-2023) opérationnalisant l'approche sectorielle devrait donner une opportunité pour passer au palier supérieur, celui de l'accès universel aux soins de santé, de la qualité des prestations et de l'atteinte des résultats dans les domaines de la santé et de la solidarité et de la promotion de la famille.

# APPUI OMS À CE JOUR

- Appuyer l'élaboration des plans opérationnels annuels du PRODESS
- Appui à l'organisation du comité technique du PRODESS
- Appui à l'élaboration des comptes nationaux de santé
- Appui à la participation aux échanges Sud-Sud sur les meilleures pratiques en matière de CSU

## Lacune : Déficit en ressources humaines qualifiées

↳ **Recommandation: Réviser le plan de développement des ressources humaines**

## Lacune : Contribution excessive des ménages aux dépenses de santé

↳ **Recommandation : Accélérer la mise en place de l'assurance maladie universelle**

## Lacune : Faible qualité des soins au premier niveau de référence

↳ **Recommandation : Renforcer le personnel médical du premier niveau de référence**

## Histoires du terrain : Le dialogue politique en réaction à la fragilisation du système



Dans le contexte malien marqué par une crise socio-politique majeure, il s'est révélé déterminant de renforcer le dialogue politique en vue de favoriser le retour à un climat de confiance propice au rétablissement démocratique. Dans ce cadre, le Partenariat a soutenu l'organisation d'une formation pour une réforme de santé participative. Le but premier de la formation était d'aider le pays à renforcer le dialogue politique autour de la mise en œuvre du Programme de Développement Socio-Sanitaire (PRODESS) en mettant l'accent sur le développement des capacités nationales. Cette formation dynamique et interactive a été évaluée positivement par les participants, vingt-cinq cadres issus de trois ministères, qui la décrivent comme extrêmement pertinente pour les processus de santé du pays. L'enthousiasme était tel, qu'un programme de formation en cascade des acteurs du niveau décentralisé a été organisé.



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires étrangères  
et européennes